

Le comité interentreprises exerce ses fonctions dans les locaux et avec le matériel et le personnel de l'un ou de plusieurs des comités sociaux et économiques qui y sont représentés.

Les dispositions des articles [L. 2314-10](#), [L. 2314-33](#), [L. 2314-36](#), [L. 2314-37](#), [L. 2315-23](#), [L. 2315-7](#) à [L. 2315-14](#) et [L. 2315-28](#) à [L. 2315-35](#) sont applicables au comité des activités sociales et culturelles interentreprises.

## R. 2312-48

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En fonction de l'objet qui lui a été assigné, le comité des activités sociales et culturelles interentreprises exerce les attributions définies aux articles [R. 2312-36](#) et [R. 2312-38](#).

Il est doté de la personnalité civile et fonctionne dans les mêmes conditions qu'un comité social et économique. Il détermine, dans un règlement intérieur, les modalités de son fonctionnement et, dans le respect de la convention signée en application de l'article [R. 2312-43](#), celles de ses rapports avec les comités sociaux et économiques et les salariés des entreprises intéressées.

### Paragraphe 3 : Ressources et dépenses

#### Sous-Paragraphe 1 : Ressources et dépenses du comité social et économique

## R. 2312-49

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les ressources du comité social et économique en matière d'activités sociales et culturelles sont constituées par :

- 1° Les sommes versées par l'employeur pour le fonctionnement des institutions sociales de l'entreprise qui ne sont pas légalement à sa charge, à l'exclusion des sommes affectées aux retraités ;
- 2° Les sommes précédemment versées par l'employeur aux caisses d'allocations familiales et organismes analogues, pour les institutions financées par ces caisses et qui fonctionnent au sein de l'entreprise ;
- 3° Le remboursement obligatoire par l'employeur des primes d'assurances dues par le comité pour couvrir sa responsabilité civile ;
- 4° Les cotisations facultatives des salariés de l'entreprise dont le comité fixe éventuellement les conditions de perception et les effets ;
- 5° Les subventions accordées par les collectivités publiques ou les organisations syndicales ;
- 6° Les dons et legs ;
- 7° Les recettes procurées par les manifestations organisées par le comité ;
- 8° Les revenus des biens meubles et immeubles du comité ;
- 9° Tout ou partie du montant de l'excédent annuel du budget de fonctionnement versé par l'employeur, après délibération du comité, en application du cinquième alinéa de l'article [L. 2315-61](#).

## R. 2312-50

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sont exclues du calcul de la contribution mentionnée au 1° de l'article [R. 2312-51](#), les dépenses temporaires lorsque les besoins correspondants ont disparu.

## R. 2312-51

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En cas de reliquat budgétaire, l'excédent annuel du budget destiné aux activités sociales et culturelles peut être transféré au budget de fonctionnement ou à des associations conformément à l'article [L. 2312-84](#), dans la limite de 10 % de cet excédent.